



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MRAe

Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

Conseil général de l'Environnement
et du Développement durable

**Décision de soumission à évaluation environnementale,
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-18 du Code de l'environnement,
sur la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de
VILLENEUVE DE RIVIERE (31)**

n°saisine : 2021-9446

n°MRAe : 2021DKO160

La mission régionale d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L. 122-5, R. 122-17 II et R. 122-18 ;

Vu l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels du 11 août 2020 et 21 septembre 2020 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie adopté le 03 novembre 2020, et notamment son article 8 ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie en date du 20 octobre 2020, portant délégation à Monsieur Jean-Pierre VIGUIER, président de la MRAe, et aux autres membres de la MRAe, pour prendre les décisions faisant suite à une demande de cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n°2021-9446** ;
- **Révision du zonage d'assainissement des eaux usées de VILLENEUVE DE RIVIÈRE (31)** ;
- **déposé par Syndicat des Eaux Barousse Comminges Save** ;
- **reçue le 25 mai 2021** ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 28/05/2021 et la réponse en date du 23/06/2021 ;

Vu la consultation de la direction départementale des territoires de Haute-Garonne en date du 01/06/2021 et la réponse en date du 05/07/2021 ;

Vu les éléments complémentaires apportés par le Syndicat Eaux Barousse Comminges Save en date des 9, 11 et 18/06/2021 ;

Considérant que le zonage d'assainissement des eaux usées relève de la rubrique 4° du tableau du II de l'article R. 122-17 du Code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les zones mentionnées aux 1° à 4° de l'article L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que le Syndicat Eaux Barousse Comminges Save procède à la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de Villeneuve de Rivière (superficie du territoire 1 400 ha, 1 789 habitants en 2018, avec une évolution moyenne annuelle de sa population de +0,17 % entre 2013 et 2018, source INSEE) et prévoit :

- le maintien, dans la zone d'assainissement collectif existante, des zones déjà desservies et aujourd'hui raccordées à la station de traitement des eaux usées (STEU) ;
- le maintien du reste de la commune en assainissement non collectif ;

Considérant que la perspective d'urbanisation de la commune de Villeneuve de Rivière est d'accueillir 219 habitants supplémentaires d'ici 2030 ;

Considérant la localisation de la commune de Villeneuve de Rivière qui comporte des zones répertoriées à enjeux écologiques et paysagers (APB¹ ; Natura 2000 ; trames verte et bleue du SRCE² ; zones humides élémentaires ; ZNIEFF³ de type I et II) ainsi que des zones identifiées au risque naturel inondation identifiée sur la CIZI⁴ « *La Garonne* » ;

Considérant que les effluents de la commune de Villeneuve de Rivière (ainsi que ceux de la commune de Saint-Gaudens) sont renvoyés vers la STEU de l'entreprise « Fibre Excellence » située à Saint-Gaudens d'une capacité de 300 000 Equivalent-Habitants (EH) ;

Considérant que la STEU a fait l'objet d'une expertise par l'Irstea⁵ en 2019 dont les conclusions mettent en avant un fonctionnement conforme pour les effluents domestiques ;

Considérant que 382 installations d'assainissement non collectif (ANC) ont été identifiées sur le territoire communal et que les contrôles menés par le SPANC montrent que 29 % des installations d'ANC ayant fait l'objet d'un contrôle périodique sont jugées conformes ou conformes avec réserves ; 21 % sont jugées en suspicion de pollution ; 22 % non conforme ; 25 % en travaux et 3 % sans informations ;

Considérant que ces ANC dysfonctionnant sont regroupés au nord de la commune, le long des axes sur lesquels s'est développée une urbanisation linéaire, ne permettant pas une diffusion des effluents et à proximité de sources et de cours d'eau intermittents identifiés au schéma régional de cohérence écologique au titre de la trame bleue ;

Considérant que l'analyse de solutions de substitution raisonnables, notamment d'un scénario correspondant à un système d'assainissement collectif sur ces mêmes secteurs, n'est pas présentée dans le dossier ;

Considérant en conclusion qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le plan est susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

Décide

Article 1^{er}

Le projet de révision du zonage d'assainissement des eaux usées de VILLENEUVE DE RIVIERE (31), objet de la demande n°2021-09446, est soumis à évaluation environnementale. Le contenu du rapport de présentation est défini par l'article R. 122-20 du Code de l'environnement.

Les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de l'évaluation environnementale sont explicités dans les considérants de la présente décision. Ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 2

¹Arrêté de Protection de Biotope

² Schéma Régional de Cohérence Ecologique

³Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

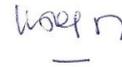
⁴Carte Informatrice des Zones Inondables

⁵Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (devenu INRAe en 2020)

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Occitanie (MRAe) : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr.

Fait à Toulouse, le 19 juillet 2021

Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale,
par délégation



Danièle GAY

Voies et délais de recours contre une décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours administratif préalable obligatoire (RAPO ou « recours gracieux »), sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Courrier adressé à :

Le président de la MRAe Occitanie

DREAL Occitanie

Direction énergie connaissance – Département Autorité environnementale

1 rue de la Cité administrative Bât G

CS 80 002 – 31 074 Toulouse Cedex 9

Recours contentieux : (Formé dans le délai deux mois à compter du rejet explicite ou tacite du recours administratif préalable obligatoire, le rejet tacite intervenant en l'absence de réponse de la MRAe dans un délai de deux mois après la réception de ce recours administratif, délai éventuellement prolongé dans le cadre de la loi n°2020-290 et de l'ordonnance 2020-306) soit par :

Courrier : auprès Tribunal administratif compétent

ou par :

Télérecours accessible par le lien : <https://www.telerecours.fr>